

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 20 FEVRIER 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 13 Février 2023, le Conseil municipal s'est réuni le 20 Février 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUM, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Umus PERRONE, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Thomas GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Mme Florence GAUTHIER qui donne pouvoir à Mme Annick SERRE

Mme Brigitte CHEMIN qui donne pouvoir à M. Renaud DONZEL

M. Denis COLLET qui donne pouvoir à Mme Annie COLOMB

M. Jean-Henri LAURENT qui donne pouvoir à M. Bernard TAVERNIER

Absents non excusés :

Mme Nathalie ROMANET

Mme Mihrican AVCI

Monsieur le Maire expose les dispositions de l'article 1407 bis du code général des impôts permettant au conseil municipal d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation.

Il rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la collectivité.

Monsieur le Maire indique que selon les statistiques de l'INSEE, suite à l'étude faite en 2021 par Eco finance, que 18,80 % des logements de la commune sont vacants contre 8,10 % au niveau national, qu'en taxant ces logements vacants, la commune pourrait prétendre à des recettes et que cela incitera les propriétaires à louer les logements libres.

Vu l'article 1407 bis du code général des impôts,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **DÉCIDE** d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation.
- **CHARGE** Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Le Maire,

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.